

GROUPE DE DISCUSSION THÉMATIQUE SUR LE VIH/SIDA ET LA GOUVERNANCE

Note de synthèse

Introduction

Étant donné que près de 30 millions de personnes sur le continent vivent avec le VIH/sida, ce sont les générations futures qui ressentiront les pires effets de l'épidémie. Ceux-ci se traduiront par la perte des résultats obtenus antérieurement dans de nombreux domaines, tout particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

L'articulation des objectifs de lutte contre l'épidémie du VIH/sida et de promotion de la bonne gouvernance en Afrique pose deux grands défis. Tout d'abord, il faut comprendre pleinement la nature, l'ampleur et le degré d'urgence que revêtent les menaces qui pèsent sur la gouvernance du fait de l'épidémie du VIH/sida et de ses effets plus généraux. Les pertes massives et continues de ressources humaines dans tous les secteurs mettent en péril les capacités institutionnelles des services ministériels, du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société en général.

Ensuite, il s'agit de mener la plus grande opération de prestation de services jamais envisagée sur le continent, à savoir la distribution d'un traitement antirétroviral à des millions de personnes qui vivent avec le VIH et le sida. Pour y parvenir, il faudrait non seulement mobiliser des ressources financières, mais également mettre en place l'infrastructure humaine et matérielle ainsi que les dispositions institutionnelles indispensables à la distribution sans relâche de ce traitement qui prolonge la vie.

Objectif du groupe de discussion

L'objectif du groupe de discussion sur le VIH/sida et la gouvernance est de réfléchir aux défis que la pandémie pose pour le maintien des structures étatiques, puisqu'elle cause de lourdes pertes en ressources humaines dans tous les secteurs, y compris celui de la santé. Cette réflexion peut jeter les bases de politiques et programmes efficaces visant à atténuer ces dangers et permettre d'assurer les fonctions essentielles de la gouvernance et la prestation de services.

Principaux thèmes

À l'évidence, il ne peut y avoir de progrès en Afrique tant que l'épidémie du VIH/sida ne sera pas maîtrisée. Cette donnée est universellement reconnue à présent, comme en témoignent les engagements majeurs pris par les gouvernements africains et leurs partenaires internationaux au Sommet d'Abuja, tenu en avril 1991, par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa session extraordinaire sur le VIH/sida, etc. Par conséquent, le groupe thématique ne devra pas se contenter de répéter les appels habituels à la « priorité » qu'il faut accorder au VIH/sida, à la « mobilisation » et au « dynamisme à tous les niveaux ». Il devra plutôt s'efforcer de définir des cadres d'action dans chacun des domaines de la gouvernance examinés ci-après:

1) **Gestion économique et efficacité institutionnelle**

La montée de la morbidité et de la mortalité aura une incidence directe sur les indicateurs macroéconomiques. La montée de la morbidité aura pour effets: de ralentir la productivité (à cause des congés de maladie des travailleurs ou de leurs congés pour prendre soin d'un malade dans la famille et de leur maladie ou de leur inquiétude sur le lieu du travail) ; d'augmenter les dépenses de santé (personnelles, des entreprises et des administrations) ; de freiner l'épargne - au moins une partie du surcroît de dépenses sera prélevée sur des revenus qui, sans cela, auraient été épargnés; de réduire l'investissement (public et privé).

La montée de la mortalité aura des répercussions démographiques: diminution de la population et de la main-d'œuvre; modification de la pyramide des âges et de la main-d'œuvre (avec ses conséquences sur l'expérience, la productivité et l'existence des compétences).

- Comment le groupe thématique voit-il ces effets se produire dans les années à venir ?
- Quelles mesures faudrait-il prendre pour atténuer la détérioration de la prestation de services et du fonctionnement des structures étatiques et des institutions sociales de base ?
- De quelle nature devraient être certaines mesures sectorielles à prendre par des acteurs sociaux clés pour conserver notre capital humain vital ?
- Comment les collectivités devraient-elles s'efforcer d'atténuer la dégradation du progrès et de la stabilité sociales résultant de l'accroissement alarmant de la population orpheline ?
- Qu'entraîne l'épidémie pour la viabilité du secteur privé, et quel rôle les entreprises devraient-elles jouer dans la lutte contre le VIH/sida ?

2) **Efficacité d'une distribution à grande échelle d'antirétroviraux**

Même s'il est démontré que les traitements antirétroviraux réduisent considérablement la morbidité et la mortalité liées au VIH, à ce jour, seules quelque 50 000 personnes en Afrique y ont accès, ce qui ne représente qu'une couverture de 1%, alors que 4 millions de personnes en ont besoin. Jusqu'à une date récente, le débat sur les antirétroviraux était axé sur le coût de ces médicaments et sur la nécessité de les rendre disponibles à moindre coût. Les coûts ont déjà baissé et, en toute logique, baisseront encore plus à l'avenir. Cependant, même les médicaments les moins chers demeurent inabordables pour la majorité des Africains. Pour en généraliser l'accès, il faudrait prendre soin d'adapter aux moyens des États africains le coût tant de la distribution des médicaments que de la création des infrastructures requises pour cette distribution.

Quelques questions à examiner :

- Jusqu'à quel point les traitements antirétroviraux à grande échelle constituent-ils une solution à la dégradation du capital humain ?
- Comment peut-on renforcer les systèmes de santé en Afrique, pour qu'ils administrent des antirétroviraux et assurent de manière générale des services de santé adéquats ?

- Comment faire les choix politiques cruciaux relatifs à la distribution des antirétroviraux de manière transparente, avec la représentation de tous les acteurs concernés ? Quels secteurs faudrait-il juger prioritaires au regard des ressources limitées de l'État ?
- Comment faudrait-il résoudre les contraintes budgétaires de financement des mesures requises pour la distribution à grande échelle d'antirétroviraux ?
- Quelles formes de partenariats internationaux faudrait-il établir ?

3) Représentation politique

On a prédit que le VIH/sida façonnerait la démocratie notamment par ses effets sur les élections et les électeurs. En particulier, le VIH pourrait limiter les moyens d'organiser des élections libres, régulières et légitimes, empêcher la participation, notamment, des personnes infectées ou touchées par le VIH/sida et modifier les rapports de force, influant ainsi sur le résultat des élections.

Il est important d'examiner également l'impact direct du sida sur des institutions politiques telles que les parlements (membres et personnel du parlement), ainsi que l'action de ces institutions face à l'épidémie et la possibilité de faire de ces institutions des agents actifs de la lutte contre l'épidémie. Les incidences prévisibles sur les institutions représentatives sont, entre autres, la perte de compétences et d'efficacité et le risque que l'opinion n'ait plus foi en la gouvernance.

- Comment le groupe thématique conçoit-il l'incidence du VIH/sida sur les processus électoraux et la responsabilité démocratique ?
- Quel est l'impact du sida sur le corps législatif ? Peut-on l'atténuer ?
- Comment faire en sorte que tous les acteurs concernés participent au débat sur les priorités, programmes et budgets de l'État concernant le sida ?
- Comment faudrait-il défendre les intérêts des personnes vivant avec le VIH/sida, dans le processus démocratique ?
- Comment les intérêts des femmes, qui sont particulièrement touchées par le VIH/sida et par ses effets plus étendus, peuvent-ils être mieux préservés ?

Conclusion

Tels sont certains des thèmes que le groupe de discussion thématique devra examiner avant la tenue d'ADF en octobre 2004. L'opinion du groupe sur les principaux domaines de préoccupation et le consensus dégagé sur les mesures à recommander orienteront les débats en plénière, avec d'autres parties prenantes et certains chefs d'État, pendant le Forum lui-même.